



**ASSOCIATION NATIONALE des DÉLÉGUÉS & PERSONNELS  
des SERVICES MANDATAIRES à la PROTECTION JURIDIQUE DES MAJEURS**  
www.andp.fr / contactandp@orange.fr

## EDITO : DES NOUVELLES DE L'ANDP

L'ANDP a tenu son Assemblée Générale à Lyon le 10 février dernier, l'occasion de revenir sur l'année 2016, de débattre des projets d'action, d'accueillir de nouveaux adhérents. Un nouvel administrateur nous a fait remarquer qu'il était important de mieux faire connaître l'association et son fonctionnement, que la vision qu'il en avait avant de l'appréhender de l'intérieur, était celle d'une institution solide, lointaine, installée. Livrons nous à cet exercice, à grands traits :

- L'ANDP, créée en 1963, a toujours été une association de professionnels exerçant des mandats dans le champ de la gestion juridique et budgétaire : TPS, puis mesures civiles, curatelles, tutelles et sauvegardes avec la Loi de 1968, association de professionnels mandataires depuis la réforme.
- Ancrée dans les associations tutélaires depuis l'origine, l'ANDP réaffirme son engagement à contribuer à construire la profession de MJPM. Elle s'est ouverte depuis quelques années à tous les modes d'exercice (MJPM préposé, individuel, de service), ce qui était nécessaire en vue de l'unification d'une profession unique, quel que soit le statut !
- L'adresse postale de l'association est au CEDIAS, Musée du Social, à Paris, mais elle n'y dispose pas de locaux. Les bureaux physiques de l'ANDP se trouvent... aux domiciles des administrateurs !
- Le C.A. élu en février 2017 compte 19 membres et est le miroir de cette diversité revendiquée : il comprend des MJPM délégués, libéraux et préposés, cadres, juristes et directeurs.
- L'ANDP a des moyens financiers très limités, qui proviennent des cotisations des adhérents et de soutiens issus des partenaires historiques que sont le Crédit Coopératif et la Mutuelle Intégrance. Un produit de 12000 € perçu en 2016 a permis surtout la prise en charge des déplacements et hébergements des administrateurs, soit pour les Conseils d'administration soit en représentation (Comités de Pilotage, rencontres, colloques, auditions Ministère, Cour des Comptes...). Les autres dépenses (webmaster, produits fongibles, téléphonie, assurance) sont minoritaires.
- L'ANDP n'a bien sûr aucun salarié et n'est gérée que par le bénévolat des administrateurs, sur leur temps personnel (aucune décharge n'est demandée pour les salariés), avec des congés à payer quand une réunion, audition ou comité de pilotage sur Paris est convoquée.
- L'année 2016 est peu glorieuse du point de vue du nombre d'adhérents, retombé à moins 200 (après des années beaucoup plus fastes, jusqu'à plus de 600). Nous avons peu communiqué à ce sujet et sommes sans doute victimes de la visibilité de l'association, les collègues ne pensant pas à adhérer. De plus, notre nouveau mailing ne permet pas l'envoi de pièces jointes, du coup il faut suivre le lien du courriel, télécharger le bulletin d'adhésion sur le site, le remplir, joindre un chèque ou faire virement. Nous reconnaissons que cela peut inciter des mandataires à remettre l'adhésion à demain, mais n'avons pas trouvé de système plus simple. On n'adhère évidemment pas à l'ANDP comme à un club sportif, c'est une démarche volontariste de soutien moral et financier dont on ne recueille pas des avantages ou prestation directement -sauf un accès aux domaines réservés du site andp.fr, juste l'engagement pour la construction d'une profession et le meilleur exercice au bénéfice des personnes protégées.

## SOMMAIRE

Page 1 – Edito

Page 2 – Le problème de l'emprise dans l'exercice des mesures

Page 6 – Brèves

Page 7 – Réflexion autour du principe de subsidiarité et de suppléance : mise en pratique dans le quotidien des mandataires

Page 10 – Note de lecture : *Enjeux de l'intervention d'un psychologue clinicien dans le secteur tutélaire*

Page 11 – Hommage à Thierry Verheyde

Page 13 – Brèves juridiques

Page 15 – Communiqué de presse

Page 17 – Bulletin d'adhésion

### Bureau de l'ANDP

Président et directeur de la publication  
Pierre BOUTTIER – Tél : 06 83 22 68 65  
Vice-Présidente : Yohanne LAURENT  
Secrétaire : Nathalie VASCO  
Trésorière : Lucie HARAMBURU

### Adhésion 2017

Individuel : 20€ (simple)/40€ (soutien)  
Adhésion de service (soutien): 100€  
[Bulletin d'adhésion sur le site internet](#)

Toute adhésion est à adresser au siège :  
ANDP, 5, rue Las Cases, 75007 PARIS

L'ANDP est une association animée  
par des bénévoles :

votre adhésion lui permet de vivre, de faire réseau et  
représenter les MJPM de services

Nous contacter  
[www.andp.fr/contactandp@orange.fr](http://www.andp.fr/contactandp@orange.fr)

- Le bulletin trimestriel ANDP et Vous en revanche est fort diffusé -par mailing et en téléchargement sur le site andp.fr, au moins dans les régions et collectifs qui connaissent l'ANDP : 1000 à 2000 téléchargements chaque trimestre et une diffusion papier, une fois imprimés dans les services et entre collègues (ce sont les retours qui nous sont faits). Il est disponible gracieusement : nous avons fait le choix de la diffusion la plus large possible (ce qui vaut à l'ANDP une large reconnaissance, la qualité des écrits et des travaux nous est régulièrement reconnu) sans la conditionner à une adhésion. Le partage de la connaissance est au cœur de nos valeurs. Cette diffusion contribue à la construction et l'unification de la profession... mais ne paye pas en termes de moyens associatifs !...
- D'autres écrits, dont une nouvelle version du référentiel métier prévue ce printemps 2017 concrétisent par ailleurs les travaux de l'association ;
- Si l'ANDP n'a plus organisé de journée d'étude depuis novembre 2014 du fait du temps bénévole que prend le fait de réunir 400 personnes pour un contenu dense, l'ANDP soutient et participe à des initiatives collectives, colloque de l'AVSEA 88 de novembre 2015, colloque des 10 ans de la Loi de 2007 en novembre 2017 à l'initiative de la FNAT, colloque en 2018 avec nos collègues de la FNMJI et l'ANMJPM et l'Université.
- La vie de l'association se joue donc à l'interface entre le Conseil d'Administration et le réseau d'adhérents, sympathisants et partenaires. L'idéal serait que des comités locaux se montent (cela se fait déjà), des collègues se réunissent en régions, débattent de situations, de blocages et d'initiatives, en lien avec le National. Mais seules des initiatives consistant à s'approprier l'ANDP pour des dynamiques locales, par exemple pour siéger dans les comités des schémas régionaux (comme le permet le décret du 28/12/2016 et l'article D.312-193-7 du CASF) avec le soutien de l'association, le permettront. Toute sollicitation bienvenue !
- L'année 2016 a été marquée par de nombreuses auditions et l'émission de propositions pour améliorer l'exercice du mandataire. Vous en trouverez les synthèses dans les bulletins de l'année en page d'accueil du site andp.fr, en remontant chronologiquement les actualités. Nous tâcherons de donner des prolongements (Livre Blanc?) à ces travaux afin de les porter auprès des pouvoirs publics, fédérations et associations du secteur.
- Les objectifs de l'ANDP sont exposés dans ses statuts :
  - Animer un réseau national des professionnels de la protection juridique et d'accompagnement judiciaire des personnes majeures
  - Promouvoir, construire et valoriser la profession de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs, quel que soit le mode d'exercice à travers un statut, et des références communes (qualification, activité, métier, déontologie, éthique)
  - Être un outil de réflexion et d'analyse des pratiques professionnelles, d'échange et de transmissionReprésenter les professionnels, quelque soit le mode d'exercice, auprès des diverses instances régionales et nationales

L'engagement en temps et en énergie des membres du Conseil d'Administration ne peuvent être les mêmes chez tous les MJPM. Chers collègues, il ne vous est pas nécessairement demandé une telle implication. Intégrez que l'un des acteurs majeurs de construction de la profession et d'évolution de l'exercice auprès des personnes protégées, l'ANDP, peut défaillir faute de membres et de moyens. Mandatez-nous ! Adhérez à l'ANDP !

## Le problème de l'emprise dans l'exercice des mesures

Richard POILROUX, formateur et responsable du CLEIS

---

**Nous présentons ici une réflexion de Richard POILROUX, formateur et responsable du CLEIS, auteur d'ouvrages et d'articles portant sur les aspects juridiques et psychosociaux de l'accompagnement personnel dans l'exercice des mesures. Dans l'esprit d'apporter sa contribution au travail d'analyse et de proposition de l'ANDP, il accepte que notre journal publie des textes inédits extraits d'un ouvrage en phase d'achèvement : « MJPM et relation d'aide ».**

Dans une première partie sous le titre de « sous le signe de Janus » nous avons développé les conditions d'un bon exercice des mesures. Dans cette deuxième partie sous le titre de « au risque de Procuste » nous exposons les problématiques liées à l'exercice de la difficile relation d'aide MJPM. Parmi ces difficultés : le rapport à l'argent, l'emprise, la stigmatisation, la violence de l'usager, les jeux psychologiques.

## Lien d'emprise essai de définition

Le sens usuel du terme emprise renvoie à l'idée de domination, d'influence de main mise. Bien que tous les types d'aide doivent être sollicités dans l'activité MJPM, le délégué déploie essentiellement son action dans le registre de l'aide relais, à savoir sur le registre de « faire à la place de l'autre ». Cette aide relais est soit imposée par la loi par le mécanisme juridique de la représentation, (on parle alors dans la terminologie du travail social d'aide intermédiaire face à la loi) soit utilisée au-delà du nécessaire par le délégué, par praticité. Or cette forme d'aide « est traversée par un désir d'emprise de l'autre, renforcé par le fait qu'elle s'adresse souvent à une population très démunie, très désemparée. Aider devient un fardeau »<sup>1</sup>

**L'emprise est un concept flou, mais il permet de jeter quelques lueurs sur des zones obscures du lien « tutélaire »**. L'emprise est habituellement associée à l'idée de pouvoir et de domination. Il existe plusieurs acceptions variables, parfois contradictoire de ce concept, qui, toutefois, apparaît bien adapté à une interrogation sur les attitudes et pratiques du délégué.

La « pulsion d'Emprise » est un terme introduit par FREUD dans la deuxième partie des trois essais sur la théorie sexuelle, en 1905 et 1915. L'emprise, dans la littérature psychologique est surtout abordée et évoquée, comme elle l'est ici, dans ses aspects négatifs et/ou pathologiques, alors que cette idée recouvre quelque chose de beaucoup plus étendue.

Selon Alain FERRAND, l'emprise, peut être conçue comme « une entreprise mettant en œuvre l'appareil psychique ; En son sens clinique et psychopathologique courant, l'emprise est à la fois un « effet de bord » et une trace de l'éventuel échec de cette entreprise ». Cet appareil psychique serait connecté autant aux notions de savoir et d'investigation qu'aux notions de cruauté et de souffrance.

La pulsion d'emprise, selon la lecture qu'en propose cet auteur, serait donc autant, par sublimation, le moteur de la création artistique et de la recherche, que des entreprises visant à s'accaparer l'autre. Ce versant négatif serait la conséquence d'un mauvais travail initial de l'appareil d'emprise.

Partant, qu'il nous soit permis d'avancer que la pratique de l'aide se trouve à des carrefours

dangereux : elle même expression possible de la créativité, du désir de comprendre et du plaisir de rencontrer un autre, elle peut très vite, parce que maniant l'humain, mais sans que cela se voit ou se sache, se manifester négativement.

Le meilleur peut coexister et côtoyer le pire dans toutes les relations d'aide : sociale, psychosociale, pédagogique, psychothérapique... Mais les formes d'aide dans laquelle l'aidant tient un pouvoir sont particulièrement vulnérables aux manifestations négatives de l'emprise.

## Emprise et relation d'accompagnement

La relation d'aide dans laquelle l'aidant tient des exigences peut être désignée par relation d'accompagnement. C'est le cas de l'aide MJPM qui est fondée sur un mandat. Les exigences que le mandat pose au MJPM, vont l'amener, par ricochet, à en avoir avec le bénéficiaire.

*Ensuite si en droit le MJPM ne tient pas de pouvoir sur la personne du majeur protégé, il tient le pouvoir de gérer son argent, et il peut abuser de ce pouvoir. Le MJPM ne tient pas un pouvoir de jure sur le protégé mais un pouvoir de facto.*

Le bestseller de Marie-France HIRIGOYEN, *Le harcèlement moral*, apporte des précisions sur le mécanisme psychologique négatif à l'œuvre dans nombre de relations, principalement dans les relations marquées par l'existence d'un pouvoir sur l'autre. Nous la citons : « L'Emprise, c'est la domination intellectuelle ou morale dans une relation de domination. Le pouvoir entraîne l'autre à suivre par la dépendance, c'est à dire acquiescement et adhésion. Cela comporte éventuellement des menaces voilées et des intimidations. Il s'agit d'affaiblir pour mieux faire passer ses idées ».

L'emprise peut se parer du masque de la bienveillance. La relation d'aide peut être le lieu privilégié du développement de l'emprise, notamment lorsque cette aide s'adresse à des personnes particulièrement handicapées au niveau intellectuel et/ou psychique, et socialement affaiblies. La mesure de tutelle/curatelle prise pour grandir le bénéficiaire, peut se révéler un terrible instrument de domination juridique, sociale, économique, relationnelle et psychologique.

La tentation de l'instrumentation de l'aidé, sa transformation en une chose que l'on peut façonner

<sup>1</sup> Joëlle GARBARINI, in Relation d'aide et travail social. ESF éditeur

à sa guise peut émerger. La pulsion d'emprise se manifeste par la négation de ce qui fait l'altérité de la personne qui en est l'objet.

Le fait de ne pas valoriser la différence de l'autre, de ne pas rechercher et respecter la singularité du protégé, de tenter de l'influencer au point de vouloir lui faire admettre que nos normes, nos critères, devraient se substituer aux siens constitue une corruption de la relation aidante en la plaçant sous le signe de l'emprise.

## Emprise et qualité des prises en charge

De façon semi-consciente ou inconsciente, le tuteur/curateur peut entièrement « cannibaliser » « son » protégé. L'emprise est d'autant plus forte et nocive qu'elle s'effectue masquée, sans rapport de force ouvert, et que la victime, et en partie son auteur, ignore qu'il y a effraction de conscience.

Ce glissement, paradoxalement, ne passe pas forcément par des contacts réguliers entre le tuteur et le protégé. La négation de l'unicité du sujet se conjugue bien avec des pratiques non personnalisées, ce que nous appelons l'industrialisation de l'action. Par praticité le MJPM a mis au point des procédures, par exemple concernant le montant de l'argent laissé à la disposition du majeur, sa périodicité et les modalités de sa remise, les modalités de rendez-vous et de visite... celles-ci ne sont plus, par la suite prise comme des solutions « par défaut » mais comme un cadre dans lequel doit rentrer l'intéressé.

Nous rencontrons ici le « syndrome de PROCUSTE » que nous avons décrit plus haut, qui se conjugue souvent avec l'effet PYGMALION que nous décrivons plus loin. Le protégé rétif et réclamant légitimement sa part de considération, sera catalogué non coopérant, non adapté, et s'il insiste bruyamment, blâmé et pourquoi pas puni d'une façon ou d'une autre. Il peut exister une certaine jubilation perverse à réduire l'autre en l'encadrant.

Le « tuteur » peut même, s'illusionner lui-même, en estimant que parvenir à faire admettre ses normes ou celles du service, au détriment de la personnalisation de l'action, est une réussite. Pour R. DOREY<sup>2</sup> l'emprise est dans le droit fil d'un instinct de cramponnement, mais aussi comme vecteur de la satisfaction par « encadrement » de l'objet.

Marie France HIRIGOYEN donne trois dimensions

principales à l'emprise :

- « Une action d'appropriation par dépossession de l'autre ;
- Une action de domination, où l'autre est maintenu dans un état de soumission et de dépendance ;
- Une dimension d'empreinte, où l'on veut laisser une marque sur l'autre »

Que l'emprise négative soit à l'œuvre dans des relations de couple perverses, des relations familiales et des relations de domination avouées cela n'étonne personne ; en revanche, que ce type de lien se noue au cours d'une relation de type professionnel, et plus généralement, à l'occasion d'une démarche aidante, peut surprendre les moins avertis de ce qui peut se passer au niveau psychologique dans le lien aidant/aidé.

La bienveillance avouée peut masquer la recherche de « bénéfices » psychologiques situés sur un registre de pouvoir et d'assujettissement de l'autre. Les conséquences de ce type de relation ne vont pas se faire attendre : aggravation de la passivité, mais aussi multiplication des situations de contre-dépendance (mise en échec des projets, aggravation de la dépendance, conduite agressives, situations et même actes de violence...).

Dans le chapitre traitant des « jeux psychologiques » nous dévoilons quelques schémas de communication perverses.

## La pulsion d'emprise chez l'utilisateur

*Si nous parlons de la pulsion d'emprise de l'aidant, il ne faut pas ignorer que cette pulsion existe aussi chez l'aidé. Parfois de façon intense. Fréquemment chez les personnes particulièrement passives mais adaptées aux méandres des diverses aides et habituées à jouer avec les points faibles des intervenants.*

Elle peut exister à des niveaux dangereux dans certaines pathologies mentales. La manipulation de la part de l'utilisateur de la mesure existe et peut piéger le délégué. Cette manipulation constitue même une forme de « création » dans un contexte qui limite son activité libre. La possession d'un pouvoir et la peur du pouvoir de l'autre tend à augmenter les risques et la force de l'emprise.

Ainsi l'intervenant peu clair avec ses motivations va être tenté d'abuser du pouvoir conféré par le mandat, d'autant plus qu'il ne se sent pas en

<sup>2</sup> In « Idée de relations d'emprise et pathologies d'emprise »

position haute avec son protégé. Celui-ci est peut-être ressenti comme « menaçant » parce qu'il ne correspond pas à sa « théorie implicite de la personnalité », à ses anticipations et aux images stéréotypées, qu'il s'est forgées au sujet des bénéficiaires, facilement assimilés à des personnes très démunies et dépendantes. Par exemple un bénéficiaire peut être ressenti comme « trop » intelligent et/ou « trop » instruit pour le délégué qui va sentir sa position existentielle menacée.

Un autre apparaît peut-être plus à l'aise dans le contact humain que son tuteur, un autre encore, conserve une capacité de critique pertinente, reçue comme incongrue et gênante, ou bien a la chance de bénéficier de soutiens amicaux ou familiaux influents...

Notre intervenant donc, va être tenter plus ou moins inconsciemment, de « normaliser » le protégé récalcitrant, celui qui au moins conserve l'autonomie de la volonté, d'annihiler l'expression de ses désirs, de ses demandes ou de ses critiques, de dévaloriser les interventions des aidants naturels... En miroir, l'aidé « pervers » risque d'autant plus de multiplier les mises en échec de projet, les demandes irrecevables, les réclamations et plaintes infondées, qu'il a peur du réel ou prétendu pouvoir du « tuteur ».

« Le paradoxe de la situation est que les pervers mettent en place une emprise d'autant plus forte qu'ils luttent eux-mêmes contre la peur du pouvoir de l'autre-peur quasi délirante lorsqu'ils ressentent l'autre comme supérieur ». Nous pouvons définir comme « pervers » le fait de rechercher des « bénéfices psychologiques négatifs ». A savoir le fait de rechercher à infliger inutilement des blessures psychologiques à l'autre ou à soi-même.

*Ces tentatives de prise de pouvoir de la part du majeur protégé proviennent souvent du fait que la mesure est vécue comme une atteinte à l'importance de sa personne.*

Nous développons ce point plus loin dans notre approche de la violence de l'usager. Par ailleurs le « concept de jeux psychologiques », qui sera abordé, est un outil intéressant pour contribuer à déjouer ces situations de communications désagréables, répétitives et toxiques. En effet l'un des buts inconscient d'un « jeu psychologique » est

de confirmer sa position existentielle.

## **L'antidote : les bonnes pratiques professionnelles**

Il peut apparaître vain de proposer quelques antidotes au développement d'un lien d'emprise, celui-ci se nouant au moins en partie, hors du champ de conscience du sujet ; toutefois, et là réside l'intérêt de notre brève esquisse, nous incitons le délégué soucieux de mieux comprendre les dynamiques cachées à effectuer des questionnements portant sur ses motivations et sur ses façons d'être à l'autre d'une part, et à s'employer à conserver une distanciation psychologique.

Cela peut être entrepris seul, bien qu'une intervention extérieure de formation ou de supervision puisse être facilitante.

Pour ce faire nous invitons le MJPM à :

- Un questionnement préalable et récurrent sur ses motivations, ses critères, ses attentes, ses valeurs...
- Un questionnement permanent sur la légitimité à intervenir à la place d'un autre ; ce qui passe notamment par une non identification du tuteur/curateur à la mesure et une démarche d'évaluation permanente.
- Prendre des décisions à partir de l'analyse de l'ensemble des éléments personnels et contextuels d'une situation et non à partir de ses propres critères et anticipations.
- Evaluer ses décisions en fonction du bien-être et du ressenti qui en résulte pour l'usager, dans le respect de sa singularité.
- Exercer son action avec souplesse tout en l'inscrivant dans un projet réellement négocié avec le bénéficiaire, dans la mesure du possible et de préférence construit à plusieurs.

Le respect des indications légales de la protection de la personne, l'adoption des attitudes de la relation d'aide et l'application d'une méthodologie contribuent certainement à ce que la problématique du pouvoir et de l'emprise dans la relation d'aide tutélaire s'estompe ; et avec elle, l'importance des problématiques liées à l'argent et à la violence.

*Vos retours et critiques sont les bienvenues et peuvent nourrir une réflexion, c'est le but de cet article. Email : [richard.poilroux@wanadoo.fr](mailto:richard.poilroux@wanadoo.fr)*



## Brèves



**Dans la presse** Deux dossiers dans la presse médicosociale de mars 2017 sont consacrés aux 10 ans de la réforme de la Loi de 2007 : A lire, le magazine Directions et la revue TSA (travail social actualités), qui ont chacun sollicité l'ANDP à cet effet. Un lien où télécharger le dossier TSA: <http://www.fnat.fr/actualites/grand-angle-sur-reforme-pjm-10-ans-apres-son-entree-vigueur-interview-ange-finistrosa-dans-tsa-a86/>



### Chiffres clés de la justice publiés fin 2016 (données de 2015)

- 76 809 ouvertures d'une mesure de protection des majeurs dont 46 % sont gérées par la famille
- 41 975 (55 %) tutelles
- 33 316 (43 %) curatelles
- 1 518 (2 %) sauvegardes de justice
- 77 875 demandes relatives aux soins psychiatriques sans consentement. Source : [http://www.justice.gouv.fr/art\\_pix/stat\\_CC%202016.pdf](http://www.justice.gouv.fr/art_pix/stat_CC%202016.pdf)

### Ressource en ligne

[secretpro.fr](http://secretpro.fr) : Un site ressource très documenté qui aborde les multiples facettes du secret professionnel, le partage d'information et du respect de la vie privée dans le secteur social/médicosocial ; fiches pratiques, législation, infos diverses... à consulter sans prescription !

### Etude ANCREAI relative à la population des personnes protégées

L'ANDP a participé aux différents COPIL, les premiers résultats ont été présentés début mars. Ils seront rendus publics par la DGCS

sous peu, plus de nouvelles dans le prochain bulletin (mai-juin 2017)

### Publication



Parution de l'ouvrage **Protéger les majeurs vulnérables L'intérêt de la personne protégée (vol. 2)**, aux presses de l'EHESP, sous la direction de

Karine LEFEUVRE et Sylvie MOISDON-CHATAIGNER

<https://www.presses.ehesp.fr/produit/protoger-majeurs-vulnerables-linteret-de-personne-protgee-vol-2/>

### Parution de deux décrets concernant la protection juridique des majeurs

qui ont été publiés au JO du 29/12/2016. Ils concernent :

- Les modalités de cumul de mode d'exercice des fonctions MJPM
- Les modalités d'agrément de l'exercice à titre individuel

Ils sont à télécharger sur le site [andp.fr](http://www.andp.fr) en pages brèves :

<http://www.andp.fr/50-brevs/99-parution-de-deux-decrets-concernant-la-protection-juridique-des-majeurs>

### Colloque

Le colloque annuel consacré à la Protection juridique des majeurs de la Faculté de Droit de CAEN se tiendra le 7 avril prochain sur le thème de la vie privée de la personne protégée.

Toutes infos, programme, inscription : <http://droit.unicaen.fr/recherche/colloques/la-vie-privee-du-majeur-protge-768687.kjsp?RH=1236091932189>

# Réflexion autour du principe de subsidiarité et de suppléance : mise en pratique dans le quotidien des mandataires

Pierre BOUTTIER, MJPM

Cette réflexion est issue d'un constat général d'une trop grande implication des MJPM dans la vie des personnes protégées, notamment en curatelle (simple ou renforcée) :

- Une action trop souvent intrusive dans la vie de la personne bien au-delà du mandat qui est confié et sans justification juridique
- Une trop fréquente substitution à la personne dans des actes qui relèvent de sa capacité propre (souscription d'assurances ou de complémentaires santé à la place de la personne, pour citer un exemple fréquent).
- Une vaste sollicitation des MJPM par les tiers pour « résoudre tous les problèmes » et la pression qui en découle (appels répétés, culpabilisation, injonctions...).

L'idée n'est pas d'attribuer des bons ou mauvais points a priori (bien que l'on puisse reprocher d'emblée des comportements dictatoriaux et intrusifs de certains mandataires), mais bien de proposer une méthodologie permettant de penser et d'agir dans des situations où la personne risque gros et reste inactive voire agissant contre elle-même et où le MJPM se retrouve assez isolé face à elle, **en restant dans la lettre et l'esprit du droit tutélaire**.

## Le principe de subsidiarité gouverne la plasticité et la mise en œuvre des mesures de protection<sup>3</sup>...

La Loi de 2007 pose une présomption de capacité et d'autonomie en faveur des personnes protégées, même frappées d'incapacité partielle. Si l'on observe attentivement les textes, on s'aperçoit que le principe de subsidiarité gouverne entièrement leur organisation et leur rédaction :

- Ce n'est que pour un motif plus grave et en dernier recours qu'il est possible de s'écarter du droit commun ou d'exercer une contrainte à l'égard de la personne majeure ;
- L'intervention du protecteur auprès de ou à la place de la personne n'est aussi qu'en dernier recours, à défaut de tout autre solution
- Nombreux sont les exemples que l'on peut relever au fil des actes des textes et qui entérinent leur structuration autour du principe de subsidiarité :
- Une mesure de protection ne peut être prononcée qu'à défaut de toute autre solution de Droit Commun (art. 428 du code civil)
- Le prononcé d'une tutelle ne sera que subsidiaire à une mesure de curatelle, elle-même à défaut d'une sauvegarde de justice (art. 440 du code civil)
- Le logement et les meubles doit être absolument préservé, sauf s'il n'y a pas le choix que de s'en

défaire -nécessité ou intérêt de la personne (art. 426 du code civil)

- Pour le choix du protecteur, la volonté de la personne s'impose au juge, subsidiairement un proche doit être désigné à commencer par le conjoint, partenaire de PACS ou concubin, subsidiairement, un parent ou un autre proche... en dernier recours un MJPM (art. 448 et s. du code civil)
- L'information que doit le protecteur à la personne protégée est subsidiaire à tout autre devoir d'information incombant à un autre professionnel.
- La personne prend seule toute décision personnelle. Subsidiairement, si son état ne lui permet pas et que le mandat le prévoit, elle peut être assistée, encore plus subsidiairement représentée, seulement en tutelle. Elle ne peut être représentée sans autorisation du Juge et hors urgence que si la décision n'atteint pas gravement son intimité ou son intégrité corporelle. Ce n'est enfin que le danger qu'elle ferait courir à elle-même qui peut justifier des mesures intrusives et coercitives (art. 459 du code civil). Et encore, ces dispositions ne peuvent s'appliquer que si la décision ne relève pas d'actes strictement personnels (art. 458 du code civil) ou ne concernent pas le choix de son lieu de vie, ses fréquentations... (art. 459-2 du code civil).

<sup>3</sup> Expression reprise de la nouvelle version du référentiel métier MJPM de l'ANDP, en cours de finalisation

- La personne en curatelle jamais ne peut être représentée par son curateur sauf en dernier recours si elle compromet gravement ses intérêts, sur un acte déterminé et après autorisation du juge (art. 469 al. 2)<sup>4</sup>

## Le principe de subsidiarité appliqué à l'action du MJPM<sup>5</sup>

Le MJPM ne se doit d'agir que dans le cadre de son mandat, telle est la règle d'or que les MJPM doivent inscrire dans leur ADN ! A l'inverse :

- En curatelle, la personne a une quasi pleine capacité juridique : elle passe seule les actes personnels (en principe), d'administration (95 % au moins de la vie quotidienne ! ) et contrats courants, ne reçoit qu'assistance de son curateur pour les actes graves, lesquels restent valables si elle agit seule, du moment qu'elle ne subit pas de préjudice<sup>6</sup>. En résumé : elle peut tout faire sans son curateur, sauf se léser elle-même !
- En curatelle renforcée, c'est exactement la même chose, seuls les actes de gestion (perception/paiement) sont dévolus au curateur, pas les actes juridiques qui induisent les ressources à percevoir ou les charges à acquitter !
- En tutelle, la personne a une quasi pleine incapacité juridique, sauf en matière personnelle.
- Dans l'ensemble de ces mesures, le MJPM a une fonction d'information, de recueil et de transmission (autrement dit, de communication et d'interlocution) à l'égard de la personne.
- L'intervention obligatoire et contraignante du curateur ou du tuteur ne concerne que l'accomplissement de l'acte lui-même, pas des démarches et diligences qui lui sont périphériques. Il n'est nullement interdit, par exemple, à la personne en tutelle de rechercher des informations, de demander une attestation de droits ou de prise en charge, un devis, un relevé de compte !

Or, nous constatons souvent que les personnes protégées ont du mal à agir par elle-même, que les capacités naturelles qui leur sont reconnues en Droit sont régulièrement trop complexes à exercer.

Nous observons que les proches, les travailleurs sociaux, le secteur médical ou le secteur marchand se déchargent régulièrement abondamment sur le MJPM. Cela ne justifie en rien que le MJPM augmente sa surcharge de travail et élargisse son périmètre de responsabilité qui semble déjà bien assez fourni.

Un argument ordinaire de mandataire consiste également à prétendre que la personne ne saura pas accomplir l'acte elle-même -qu'il s'agisse de la déclaration de revenus, la recherche d'un contrat ou sa souscription... Mais la Loi pose un principe de présomption de capacité au profit de la personne ! Le MJPM n'a nullement à la présumer incapable, pas plus que les tiers !

L'application du principe de subsidiarité à notre action de MJPM permet d'énoncer quelques principes forts :

- Hors les cas où la Loi prévoit assistance ou représentation, le MJPM n'est nullement fondé à intervenir
- La désertion des tiers, proches ou professionnels en cas de mesure de protection ne justifie aucune nouvelle obligation à charge du mandataire
- La capacité naturelle de la personne prévaut. Si la Loi lui reconnaît une autonomie, la personne est alors en droit de se tromper.
- L'action du MJPM hors les cas d'assistance ou de représentation prévus par les textes doit demeurer exceptionnelle -alors qu'elle est trop souvent habituelle, subsidiaire à toute autre solution de Droit Commun et dans un cadre juridique précis (acte conservatoire, autorisation exceptionnelle du Juge, gestion d'affaire -quoique celle-ci semble très discutable dans le cadre d'une mesure de protection, adaptation et aménagement de la mesure).
- Les actes de la personne dans sa sphère d'autonomie restent plus fragiles et, le MJPM reste fondé à en demander *a posteriori* la rescision, la réduction ou l'annulation plutôt que d'agir *a priori*.

<sup>4</sup> Ces exemples ne sont pas exhaustifs, mais ils témoignent pleinement de l'esprit de la Loi de 2007.

<sup>5</sup> Ce principe est à mettre en perspective avec le principe de suppléance décrit par François HENRY, cf. ANDP et Vous juin 2015 et septembre 2015, et prochaine version du référentiel métier MJPM, ANDP, printemps 2017

<sup>6</sup> Article 465 2°



Le tableau synthétique qui suit propose un cheminement méthodologique pour l'accomplissement d'un acte ordinaire (une déclaration de ressources) en curatelle renforcée, illustrant la subsidiarité de l'action du MJPM. L'idée est bien sûr transposable à d'autres exemples d'actes, toujours avec moult précautions.<sup>7</sup>

### Subsidiarité de l'action du MJPM :

#### Exemple de la déclaration trimestrielle de ressources (DTR) d'une personne en curatelle renforcée

Le MJPM	La Personne Protégée	Cadre juridique et professionnel
Ne s'implique pas sur les actes d'administration de la personne, sauf dans le budget courant et échange avec la personne à ce sujet.	Elle reçoit sa DTR, connaît son budget, ses ressources et reçoit ses relevés bancaires. Elle remplit et elle renvoie sa déclaration. Si besoin, elle se fait aider par un proche ou un travailleur social.	Droit commun : pleine capacité juridique de la personne protégée pour ses actes d'administration. Le MJPM se cantonne à l'interlocution et à l'information de la personne seulement si nécessaire.
Idem, mais reçoit de la caisse la DTR (fréquent lorsque le MJPM gère les ressources), il la transmet à la personne, au besoin avec copie des justificatifs de ressources.	Idem	Idem. Fonction de transmission du MJPM qui soutient pleinement l'autonomie et la capacité juridique de la personne.
Il la sollicite par téléphone, lui indique les éléments à remplir. Si besoin, il l'oriente vers une personne ressource, AS, éducateur, proche.	Active dans sa gestion mais régulièrement défaillante dans le traitement de son administratif. N'a pas la possibilité ou le réflexe de joindre un travailleur social ou un proche pour l'aider.	Toujours le droit commun : l'action du MJPM ne se situe pas sur la scène juridique mais reste dans l'interlocution et l'information, plus volontariste et intrusive en fonction du besoin du moment et à défaut de toute autre solution de droit commun (aide par un proche, un travailleur social...)
Si besoin, il l'accueille au bureau ou organise une visite à domicile pour l'aider à remplir la DTR.		
Le MJPM poursuit ses sollicitations. Si besoin, il récupère la déclaration, la fait signer et la renvoie lui même.	La personne ne remplit pas sa DTR. Des ressources sont suspendues. La personne finit par réagir, ultérieurement.	L'implication du MJPM est plus accentuée mais les apparences de la capacité juridique sont sauvegardées : la personne finit par signer sa déclaration.
Le MJPM remplit signe et envoie la DTR. Si possible, il se fait confirmer l'absence d'autres ressources à déclarer et la validité de la déclaration, au moins par téléphone. Le MJPM peut demander au Juge de représenter exceptionnellement la personne pour cet acte	La personne reste muette, absente, trop mal en point pour le moment pour agir elle-même.	Diligence, acte conservatoire ? Le cadre juridique est incertain, le MJPM agit hors des limites de son mandat, se substitue à titre conservatoire et exceptionnel. Il peut y être autorisé pour un acte isolé par le Juge (C. civ, art. 469 al.2). Cette disposition s'applique-t-elle à une DTR ?
La MJPM laisse de nouveau la capacité juridique s'exercer au prochain trimestre	La défaillance était passagère (ex : pathologie cyclique), la personne reprend sa gestion courante.	Le droit commun (capacité juridique de la personne pour les actes d'administration) reprend le dessus
Le MJPM tâche d'aggraver la mesure (curatelle aménagée avec assistance pour des actes courants ou tutelle)	Les manquements de la personne sont réguliers, elle ne parvient pas à gérer sa DTR et d'autres actes courants.	Application du principe de proportionnalité et d'individualisation des mesures.

<sup>7</sup> Précisons que cette réflexion n'a d'autre valeur que d'ouvrir des perspectives qui restent discutables, et discutées - y compris au sein de l'ANDP !

D'autres exemples : appeler un plombier ou prendre rendez-vous chez médecin pour une personne protégée. Ce sont des démarches qui, sur le papier, n'entrent nullement dans le cadre du mandat, sans ambiguïté aucune. Dans la pratique, trop de mandataires, trop souvent, se chargent de ces tâches. A quel moment peuvent-elles être considérées comme acceptables pour un MJPM, comme pouvant relever de son intervention. En appliquant le principe de subsidiarité, elles le deviendraient si elles s'avéraient d'une part absolument nécessaires au majeur protégé et que ni lui ni tout autre tiers qui pourrait normalement agir ne serait en mesure de le faire dans cette situation concrète. En d'autres termes : à situation exceptionnelle (la personne ne peut agir face à la nécessité de le faire), procédure exceptionnelle (l'intervention du mandataire à défaut de toute autre).

La théorie des actes conservatoires ou la perception des ressources sont des actes discutés par la doctrine, les juges, les MJPM. La jurisprudence (Cours d'Appel pour beaucoup) elle-même nous envoie des signes contradictoires.

**Conclusion : Avant de se substituer à la personne en dernier recours (ce qui est déjà hors mandat et ne devrait pas être si le code civil ne prévoit pas de représentation !), le MJPM peut adopter tout un panel d'attitudes, de l'abstention d'agir à une grande implication auprès de la personne.**

Ce tableau est une proposition pour réfléchir à notre action, tout à fait discutable et contestable.

## Note de lecture

Salem ZELFA



### Enjeux de l'intervention d'un psychologue clinicien en secteur tuteur

Article de Christophe MIEUSEMENT, paru dans le Journal des psychologues, n° 344, février 2017

Cet article présente l'exemple d'un cadre d'intervention d'un psychologue au sein d'un service de tutelles. Il peut rencontrer les majeurs en binôme avec le mandataire ou seul lors d'un entretien clinique. Il participe aux réunions de synthèse ou anime des ateliers d'analyse de la pratique.

La loi du 5 mars 2007 définit la notion de protection de la personne majeure et cadre le lien qui unit le délégué au majeur. Le mandataire agit en lieu et place des fonctions supérieures identifiées comme défaillantes ou altérées et certifiées par une expertise médicale. Tout le travail du mandataire sera donc de se substituer ou de compenser ces fonctions défaillantes. Le majeur garde une certaine autonomie et le mandataire prend en charge ce que le majeur ne peut ou ne sait pas faire. Le travail du psychologue sera de déterminer avec le majeur et le délégué ce qui est du domaine de chacun.

Par ailleurs, les mesures de protection sont souvent contraintes et ce dans les deux sens: le majeur doit accepter l'aide du mandataire et le professionnel est mandaté par un juge pour s'occuper du majeur. Dans le cas de pathologies psychiatriques, la mesure de protection peut venir en résonance d'éléments délirants ou de troubles du comportement déjà existants. Enfin, la mesure de protection place le majeur dans une position infantile par rapport au mandataire. Elle favorise des attitudes régressives et des rapports conflictuels.

En conclusion, il s'agit pour le psychologue d'être une personne ressource qui apporte sa technicité et des pistes d'intervention dans des situations jugées complexes par les mandataires.

Extrait : « D'un point de vue psychologique, le mandataire agit en lieu et place des fonctions supérieures identifiées comme altérées ou défaillantes par l'expertise médicale. (...) Cette définition (...) permet d'inscrire le travail du mandataire non pas dans des missions d'accompagnement, mais dans une logique de substitution/compensation. Les fonctions altérées sont alors « prises en charge » par le mandataire. »

Un grand merci à Christophe MIEUSEMENT pour ses analyses.

## Hommage à Thierry VERHEYDE

---

Nous avons eu la grande tristesse d'apprendre le décès brutal du magistrat Thierry VERHEYDE début février 2017. Thierry VERHEYDE avait exercé à la Cour d'appel de Douai durant des années et avait rendu de fameux arrêts qui révélaient tant sa précision d'écriture, ses qualités de juriste que son humanisme investi dans la protection juridique des majeurs. Il était un auteur régulier des éditions DALLOZ, notamment dans la revue AJ Famille, enrichissant notre discipline d'écrits, donnant corps et pragmatisme aux concepts juridiques qui guident notre action. Nous pourrions encore évoquer son humour, sa simplicité, son sens de la pédagogie... Mais quel meilleur hommage lui rendre que de publier ici des extraits de ses écrits ou d'arrêts rendus sous sa présidence en Cour d'Appel ?

### **CA DOUAI 31/03/2016, n°15/06749, extrait des motifs de la décision relatif à la liberté des relations personnelles :**

*Enfin, l'article 459-2 du code civil ne donne aucun droit à un tiers, fût-il le concubin ou l'ancien concubin de la personne protégée, à revendiquer l'équivalent d'un droit de visite sur cette dernière lorsque celle-ci ne le demande pas elle-même.*

*En effet, si l'article 459-2 du code civil dispose que : "La personne protégée choisit le lieu de sa résidence. Elle entretient librement des relations personnelles avec tout tiers, parent ou non. Elle a le droit d'être visitée et, le cas échéant, hébergée par ceux-ci. En cas de difficulté, le juge ou le conseil de famille s'il a été constitué statue."*

*La simple lecture de ce texte, innovation majeure apportée par la loi du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, montre que les droits qui y sont mentionnés ne le sont qu'au profit de la personne protégée, qui est majeure, ce qui interdit toute analogie directe avec la situation d'un enfant, telle que régie par l'article 371-4 du code civil.*

*La lecture des travaux parlementaires sur le projet ayant abouti à cette loi (...) -montre que ce qui avait été quasi exclusivement envisagé, c'est l'hypothèse dans laquelle le curateur ou le tuteur voudrait imposer sa décision au majeur protégé en la matière, et que le seul conflit auquel pensait le législateur était le conflit entre le majeur protégé et son tuteur ou curateur.*

*Dès lors que Mme Françoise D, qui reste en capacité d'exprimer une volonté suffisamment claire sur ce point, ne forme elle-même aucune demande d'être visitée par M. Jean L, il n'est pas juridiquement possible de lui imposer les visites demandées par ce dernier.*

### **C.A. Douai, 8 février 2013, n°12/06650, extraits des motifs relatifs à l'autonomie de la personne protégée pour son choix de lieu de résidence**

*L'article 459-2 du code civil (...) consacre expressément le principe du libre choix par la personne protégée de son lieu de résidence, ce qui implique également la liberté d'en changer. Il ne peut être porté atteinte à ce principe que par le juge, saisi en cas de "difficulté".*

*Or, force est de constater qu'en l'espèce, la personne protégée a saisi le juge des tutelles d'une requête aux fins d'être autorisée à quitter son lieu d'hébergement actuel pour s'installer dans la maison qu'elle possède en indivision avec sa mère située à Z. Préalablement à cette saisine, aucune difficulté n'a été constatée ni par l'association curatrice, ni par un tiers, ni par le juge, la requérante étant totalement valide, disposant d'un logement personnel vacant et peu coûteux et étant en mesure d'explicitier avec discernement les raisons de son choix de vouloir vivre ailleurs qu'en maison de retraite.*

*Le curateur lors des débats devant la cour, et le médecin dans le contenu des deux certificats rédigés par lui, font en réalité prévaloir un principe de précaution, considérant que le risque d'une "rechute" de Madame X dans la consommation d'alcool serait limité du fait de sa résidence "dans une structure contenant".*

*Une telle approche, si elle peut paraître légitime de la part du curateur et du médecin au regard du passé récent de Madame X, qui ne nie nullement son alcoolisation massive à l'origine de son hospitalisation, à la suite de laquelle elle avait accepté de résider en maison de retraite, ne permet pas, en l'absence de toute difficulté effectivement constatée et avérée, de porter atteinte au droit de la personne protégée de choisir*

*son lieu de vie, sauf à instaurer un régime d'autorisation préalable du juge dans toute situation de retour à domicile présentant un risque potentiel pour la santé de la personne protégée ; or, tel n'est ni l'esprit, ni la lettre de la loi.*

*Au surplus, en l'espèce, Madame X est placée en curatelle renforcée, régime qui, s'agissant de la protection de la personne, n'implique en principe qu'une simple assistance dans les actes personnels, et suppose que la personne dispose du discernement suffisant pour poser et assumer ses choix personnels.*

**CA DOUAI 11/01/2013, n°12/05941, extrait des motifs relatif à un possible « certificat médical de carence », prenant à certains égards le contre-pied d'un arrêt de la cour de Cassation.**

*La cour estime cependant nécessaire d'ajouter que si le législateur a subordonné la recevabilité de la requête saisissant le juge des tutelles à la production d'un certificat médical émanant d'un médecin inscrit sur une liste établie par le parquet, c'est uniquement pour éviter des demandes de mesure de protection abusives, et non pas pour réserver les mesures de protection aux seules personnes qui acceptent d'être examinées par un tel médecin.*

*En effet, certaines personnes peuvent avoir un besoin impérieux de protection, tout en refusant de le reconnaître et d'accepter leur mise sous protection juridique et en refusant de se rendre chez le médecin et/ou de rencontrer le juge. Il serait fondamentalement contraire à l'esprit de la loi, qui est d'assurer une protection juridique à toute personne en ayant besoin, d'exclure ces personnes de toute possibilité de protection du seul fait de leur refus, qui peut d'ailleurs résulter justement de l'altération de leurs facultés mentales rendant nécessaire leur protection.*

**Extrait de l'article *Ne tirez plus sur les professionnels de la tutelle !* En réaction au livre « Les dépossédés, enquête sur la mafia des tutelles ». Article paru dans AJ Familles de novembre 2014, reproduit dans le bulletin ANDP et Vous de décembre 2014 avec l'autorisation des éditions DALLOZ :**

*Inutile donc d'insister sur les difficultés auxquelles sont confrontés les professionnels : plusieurs dizaines de personnes protégées à suivre par mandataires judiciaires à la protection des majeurs et plusieurs milliers par équivalent temps plein de juges des tutelles et plus encore pour le contrôle des comptes de gestion par les greffiers en chef des tribunaux d'instance ; large champ du mandat tutélaire, qui porte sur la protection tant des biens que de la personne (y en-a-t-il un d'aussi étendu dans l'ensemble du champ social ?) ; obligation de mise à niveau de la formation des mandataires professionnels subordonnant la poursuite de leur activité à l'occasion de la réforme de 2007 (y a-t-il une seule autre profession du champ social ayant connu pareille obligation ?).*

*Inutile aussi de constater que, majoritairement, les personnes protégées suivies par des mandataires professionnels sont seules, n'ont que de faibles revenus et, par hypothèse, souffrent d'altération de leurs facultés (maladie mentale, handicap mental, démence liée à l'âge, etc.), problématiques que certaines familles ou d'autres professionnels leur laissent bien volontiers résoudre...*

*Inutile également de rappeler que, si près d'une mesure de protection sur deux est confiée à un professionnel, c'est parce que la famille est inexistante ou incapable de l'exercer, voire en conflit.*

*Mais indispensable de faire savoir que tirer à boulets rouges sur les professionnels a un impact très concret : cela entraîne une défiance toujours grandissante chez les majeurs à protéger et/ou les membres de leur famille au cas où la mesure de protection serait confiée à un professionnel. Toutes proportions gardées, ce serait un peu comme aller à l'hôpital en pensant qu'on va nécessairement y faire l'objet d'une erreur médicale, qui plus est volontaire !*

## Brèves juridiques

Mathilde PETIT

**1. Dans un arrêt du 9 novembre 2016, la Cour de cassation (Civ 1ère 09/11/2016 n° 15-27.061) rappelle que le prononcé d'une mesure de curatelle suppose une altération des facultés personnelles, mais aussi la nécessité pour la personne d'être assistée ou contrôlée d'une manière continue dans les actes importants de la vie civile.**

Les faits sont les suivants : un homme âgé ayant un litige important avec son syndic de copropriété écrit au procureur de la République pour lui signaler ses difficultés. Le CCAS, sollicité par le procureur de la République pour évaluer la situation, estime que M.X., éprouvé par le décès de sa femme et isolé, relève davantage d'un accompagnement psychologique que d'une mesure de protection. L'expertise du médecin inscrit préconise une curatelle renforcée, au motif d'un « syndrome dépressif associé à des troubles psychotiques marqués par des idées délirantes de persécution et des hallucinations qui altèrent son jugement ». Au vu de ces éléments, le procureur saisit le juge des tutelles en vue de l'ouverture d'une mesure de protection. Lors de son audition devant le juge des tutelles, M.X. indique que ses soucis relèvent de ses difficultés avec la copropriété et s'oppose à toute mesure de protection.

Le juge des tutelles estime n'y avoir pas lieu à prononcer une mesure de protection, les éléments médicaux étant insuffisants.

Le procureur interjette appel, et la cour d'appel estime que M.X. relève d'une curatelle renforcée au motif qu'il présente « une atteinte psychopathologique de la personnalité de structure psychotique paranoïaque, avec une surestimation de soi dans le lien à autrui, de la psychorigidité, de la méfiance entraînant une fausseté du jugement et un risque de décompensation avec troubles de l'humeur et manifestation hallucinatoire verbale ».

M.X. forme un pourvoi en cassation.

La Cour de cassation rappelle que « l'ouverture d'une mesure de curatelle exige la constatation par les juges d'une part de l'altération des facultés personnelles de l'intéressé, d'autre part de la nécessité pour celui-ci d'être assisté ou contrôlé d'une manière continue dans les actes importants

de la vie civile » (principes prévus aux articles 425 et 440 du code civil). Puis elle constate que la cour d'appel a justifié la curatelle par les éléments médicaux contenus dans l'expertise « sans caractériser la nécessité pour M.X. d'être assisté ou contrôlé de manière continue dans les actes importants de la vie civile. » Elle en conclut que la mesure de curatelle n'est pas justifiée légalement.

En effet le principe de nécessité de la mesure de protection est double :

La nécessité « médicale » : c'est l'altération des facultés personnelles de la personne (soit de ses facultés mentales soit de ses facultés corporelles de nature à empêcher l'expression de sa volonté).

Elle est constatée par certificat médical.

La nécessité « de suppléance » : c'est le besoin de la personne, en raison de l'altération de ses facultés mentales, soit :

d'être assistée ou contrôlée de manière continue dans les actes de disposition (curatelle) ;

d'être représentée d'une manière continue dans les actes d'administration et de disposition (tutelle).

Elle doit être constatée par le juge des tutelles, qui peut s'appuyer sur le certificat médical, l'audition de la personne, l'avis de l'organe de protection...

Cette décision n'est pas novatrice, la Cour de cassation ayant déjà eu l'occasion de rappeler cette double condition dans plusieurs arrêts. Elle permet néanmoins de rappeler l'importance pour les mandataires, tout au long de la mesure et plus particulièrement au moment du renouvellement, de s'interroger sur cette nécessité. Ce sont en effet souvent les mieux placés pour indiquer au juge si la personne a toujours besoin d'être assistée ou représentée dans les actes de la vie civile (actes d'administration et/ou de disposition), et d'en justifier en rendant compte de l'exercice concret du mandat au quotidien.

**2. A l'occasion de l'affaire Vincent L. la Cour de cassation (Civ 1ère 08/12/2016 n° 16-20.298) a eu l'occasion de préciser plusieurs dispositions concernant l'ouverture d'une mesure de tutelle pour une personne mariée en fin de vie.**

Tout d'abord quant à la nécessité de la mesure, la



Cour de cassation considère que si l'application des règles relatives aux régimes matrimoniaux suffit à la protection des intérêts patrimoniaux de M.X. (son épouse est habilitée depuis plusieurs années à le représenter en application de l'article 219 du code civil), il est « nécessaire de désigner un représentant légal afin qu'il soit représenté dans les différentes procédures le concernant et que les décisions relatives à sa personne puissent être prises dans son seul intérêt, sous le contrôle du juge des tutelles ». Or ni le rôle joué par les parents et leur présence quotidienne aux côtés de M.X., ni les règles relatives aux devoirs des époux et les règles des régimes matrimoniaux ne permettent une telle représentation. La mesure de tutelle est donc nécessaire.

Quant au choix du tuteur ensuite, la Cour rappelle que la cessation de la communauté de vie ne peut être un obstacle à la désignation du conjoint de la personne vulnérable que si elle lui est imputable. Or l'éloignement de l'épouse est justifié par sa volonté de protéger leur enfant d'une pression médiatique importante. Elle considère par ailleurs que le conflit familial sur les décisions médicales ne justifie pas d'écarter l'épouse « dès lors que le tuteur ne peut se substituer à la procédure définie par le code de la santé publique, qui relève de la collégialité des médecins chargés du suivi du patient, qu'elle n'a jamais fait de demande d'arrêt des soins mais ne s'y est pas opposée lorsque le processus a été engagé, MX ayant exprimé le souhait de ne pas continuer à vivre dans un état de grande dépendance ». Elle confirme donc la désignation de l'épouse comme tutrice.

Sur la durée de la mesure enfin, La Cour de cassation précise que l'avis conforme du médecin inscrit pour fixer une durée supérieure à cinq ans dès l'ouverture d'une mesure de tutelle (article 441 du code civil) concerne le constat « que l'altération des facultés personnelles de l'intéressé n'apparaît manifestement pas susceptible de connaître une amélioration selon les données acquises de la science ». Le choix de la durée de la mesure relève uniquement de l'office du juge, qui n'est pas tenu par une durée éventuellement indiquée par le médecin dans son certificat.

### **3. Dans un arrêt du 11 janvier 2017 la Cour de cassation (Civ 1ère 11/01/2017 n° 15-27.784)**

**affirme que « si la rémunération des MJPM est déterminée de façon forfaitaire et calculée sur la base d'un barème fixé par arrêté, l'absence de toute diligence fait obstacle à cette rémunération. »**

Il paraît important de rappeler les faits à l'origine de cette décision afin d'en relativiser la portée. Il s'agissait d'une personne âgée sous tutelle dont la mesure avait été confiée à sa fille pour la protection des biens et à un MJPM pour la protection de la personne. Trois ans après l'ouverture de la mesure, la fille était désignée tutrice aux biens et à la personne.

A la requête du MJPM, une ordonnance condamnait la personne protégée à lui payer la somme de 11.161,45 € au titre de sa rémunération pour les trois années de mandat. La fille (devenue tutrice aux biens) contestait alors cette dette.

La cour d'appel considérait qu'aucune rémunération n'était due au MJPM, qui n'était pas en mesure de justifier des diligences accomplies dans le cadre de sa mission de protection de la personne (aucun compte rendus des diligences adressé au juge des tutelles ni aucune pièce justifiant de l'exercice de son mandat). La Cour de cassation, constatant l'absence totale de diligences, en déduit que la demande de rémunération doit être rejetée.

Cet arrêt vient compléter celui du 28 mai 2014 dans lequel la Cour de cassation avait affirmé qu'aucun texte n'autorisait le juge à diminuer le montant de la rémunération forfaitaire due au professionnel en cas de travail insuffisant.

**4. Dans un arrêt du 4 janvier 2017 la Cour de cassation (Civ 1ère 04/01/2017 n° 15-28.669)** valide la priorité donnée à un mandat de protection future notarié non encore mis à exécution lors de l'ouverture d'une curatelle, en précisant que « seul le mandat de protection future mis à exécution prend fin par le placement en curatelle de la personne protégée, sauf décision contraire du juge qui ouvre la mesure ; que la cour d'appel, qui a constaté que le mandat de protection future n'avait pas été mis à exécution lors de l'ouverture de la curatelle, en a déduit à bon droit que cette mesure n'avait pas eu pour effet d'y mettre fin ». Par cet arrêt publié au bulletin la Cour de cassation montre sa volonté de donner priorité au mandat de protection future, instrument conventionnel non incapacitant.

## Communiqué de presse



Paris, le 28 février 2017.

### COMMUNIQUE DE PRESSE

#### PROTECTION JURIDIQUE DES MAJEURS

#### **Les principales fédérations et acteurs se mobilisent les 7 et 8 novembre 2017 autour des 10 ans de la loi du 5 mars 2007**

10 ans après la réforme de la Protection Juridique des Majeurs introduite par la loi 5 mars 2007 la FNAT<sup>1</sup>, l'ANJI<sup>2</sup>, l'ANDP<sup>3</sup>, la FNMJI<sup>4</sup>, l'UNAPEI<sup>5</sup>, l'ANMJPM<sup>6</sup>, l'UNAF<sup>7</sup> et la CNAPE organisent un **colloque les 7 et 8 novembre 2017 (à Paris)**, afin d'en dresser un bilan approfondi et d'envisager ses perspectives d'évolution.

Cette loi a apporté des avancées majeures en termes de droits des personnes protégées et de priorité aux familles dans l'exercice des mesures, ainsi qu'une timide évolution de la professionnalisation du secteur. Cependant, elle se heurte à des difficultés d'application sur le terrain et à des incohérences. Les Fédérations, lors de cet événement, souhaitent ouvrir le débat sur les enjeux du secteur.

Il s'agira de dresser un premier bilan approfondi de ce dispositif et de réfléchir aux moyens à mettre en œuvre et aux obstacles à lever pour enfin permettre l'émergence et la reconnaissance de la profession de mandataire judiciaire à la protection des majeurs, mais également d'imaginer le nouveau visage de la protection juridique de demain.

Une communication plus détaillée sur l'évènement (bulletins d'inscription et programme) vous sera transmise dans le mois de juin.

**Rendez-vous est donc donné les 7 et 8 Novembre à l'Espace Reuilly – 75 012 à Paris, pour les 10 ans de la loi du 5 mars 2007.**

#### Le secteur de la PJM en quelques chiffres :

350 000 mesures de protection confiées aux professionnels de la protection judiciaires des majeurs, plus de 15 000 professionnels exerçant au service de la protection juridique des majeurs, 190 juges d'instance ETP affectés aux tutelles....

#### **Contact presse :**

**Hadeel CHAMSON :**

Tel : 01 42 81 46 11 – 06 08 772 420 – [hchamson@fnat.fr](mailto:hchamson@fnat.fr) – [www.fnat.fr](http://www.fnat.fr)

<sup>1</sup> FNAT - Fédération Nationale des Associations Tutélaires - [www.fnat.fr](http://www.fnat.fr)

<sup>2</sup> ANJI - Association Nationale des Juges d'Instance - <http://anji.fr/>

<sup>3</sup> ANDP - Association Nationale des Délégués et Personnels des Services MJPM - <http://www.andp.fr/>

<sup>4</sup> FNMJI - Fédération Nationale des Mandataires Judiciaires Indépendants à la Protection des Majeurs - <http://www.fnmji.fr/>

<sup>5</sup> UNAPEI - Union Nationale des Associations de Parents d'Enfants Inadaptés - <http://www.unapei.org/>

<sup>6</sup> ANMJPM - L'Association Nationale des Mandataires Judiciaires à la Protection des Majeurs - <http://www.anmjpm.fr/>

<sup>7</sup> UNAF - Union Nationale des Associations Familiales - <http://www.unaf.fr/>

<sup>8</sup> CNAPE - Convention Nationale des Associations de Protection de l'Enfant - <http://www.cnape.fr>



***L'ANDP est un des acteurs majeurs  
de construction de la profession  
et d'évolution de l'exercice  
auprès des personnes protégées.***

***Soutenez-nous : adhérez à l'ANDP !***



À chacun  
sa protection  
santé...  
elle, c'est  
**Résid'EHPAD !**

À CHACUN D'ENTRE NOUS  
D'ÊTRE LÀ POUR EUX

Les soins comme les frais d'hospitalisation, les prothèses auditives ou le transport ne sont pas pris en charge dans le forfait soins de l'EHPAD. Il est donc nécessaire pour les résidents en EHPAD d'avoir une complémentaire santé.

Contactez un conseiller pour obtenir un  
devis personnalisé.



**0 800 10 30 14**

Service & appel  
gratuits

[www.integrance.fr](http://www.integrance.fr)

mutuelle  
**intégrance**

L'esprit de solidarité





## BULLETIN D'ADHESION



2017

ANDP, 5, rue Las Cases, 75007 PARIS – [www.andp.fr](http://www.andp.fr) – [contactandp@orange.fr](mailto:contactandp@orange.fr)

Nom.....Prénom.....

Adresse.....

Code postal.....Ville.....

Tél.....Courriel.....

*Merci d'indiquer très lisiblement votre adresse mail pour recevoir communications et bulletins de l'association*

Nom et adresse d'exercice : ..... Fonction .....

### Montant de la cotisation annuelle 2017 :

Adhésion individuelle simple :	20,00 € [ ]
Adhésion individuelle renforcée (de soutien) :	40,00 € [ ]
Adhésion de service : (de soutien)	100,00 € [ ]

Règlement par chèque à l'ordre de A N D P à adresser à l'ANDP 5, rue Las Cases 75007 PARIS  
Ou par virement sur le compte de l'association : Crédit Coopératif Nantes 42559-00051-21021443103-29 /  
IBAN : FR76 4255 9000 5121 0214 4310 329 / BIC : CCOPFRPPXXX

\* En cas de virement, merci de nous adresser votre bulletin d'adhésion par mail et nous informer de la date d'opération

Les adhésions individuelles (simple ou de soutien, leur seule différence est le montant) permettent une représentativité des professionnels et un accès aux espaces réservés du site [andp.fr](http://andp.fr). Les adhésions des services offrent un soutien moral et financier essentiel. Conformément aux statuts de l'association seule l'adhésion individuelle donne droit de vote lors de l'assemblée générale annuelle et permet aux MJPM de siéger dans les instances de l'ANDP.

L'ANDP est l'association des professionnels et délégués Mandataires Judiciaires à la Protection des Majeurs, créée en 1963. Elle contribue à faire réseau et construire la profession. A ce titre, elle publie beaucoup et intervient régulièrement dans les colloques, auprès des professionnels et des pouvoirs publics. Son budget est limité (13 à 18 000 € selon les années), consacré très majoritairement aux déplacements des bénévoles et intervenants pour leurs travaux.

L'ANDP diffuse trimestriellement un bulletin d'information et de réflexions sur la profession, l'actualité du métier. Transmettez nous votre adresse mail si vous souhaitez le recevoir : [contactandp@orange.fr](mailto:contactandp@orange.fr)

**L'association manquera toujours de rédacteurs, de bénévoles, de moyens, de représentativité : adhérez ! Communiquez ! Contribuez à construire la profession, ses références et un meilleur exercice au bénéfice des personnes protégées.**

